

## **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES**

**Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,**

dont le siège se situe Cité des mobilités, 2 rue Antoine Charial, CS 33927, 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**Fourniture, livraison et mise en service de deux matériels d'extraction automatique de liant des mélanges bitumineux selon la norme NF EN 12697-1 ou équivalent**

### **Cahier des Clauses Particulières** **(CCP)**

Réf : 25-133\_M

## Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ .....	4
1.1 – Objet .....	4
1.2 – Décomposition en lots et tranches .....	4
1.3 – Procédure et forme du marché .....	5
1.4 – Spécifications techniques .....	5
1.5 – Clause sociale.....	5
1.6 – Clause environnementale .....	5
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION .....	6
ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MATERIELS.....	6
5.1 – Exigences techniques obligatoires sur le matériel d'essai .....	7
5.2 – Options 6 : Exigences techniques sur la métrologie et la maintenance .....	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	8
6.1 – Responsable chargé du suivi pour le Cerema.....	8
6.2 – Responsable désigné par le titulaire .....	9
6.3 - Livraison.....	9
6.4 – Qualité de l'équipement.....	10
6.5 – Emballage.....	10
6.6 – Remise en état des lieux.....	10
6.7 – Transfert de compétences .....	10
ARTICLE 7 - PENALITÉS .....	10
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ .....	11
8.1 – Nature du prix.....	11
8.2 – Contenu des prix .....	11

8.3 – Actualisation des prix de la tranche ferme et des tranches optionnelles 1 à 5 .....	11
8.4 – Révision des prix de la tranche optionnelle 6 .....	11
ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ .....	12
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	12
10.1 – Avance .....	12
10.2 – Acomptes - solde.....	12
10.3 – Demandes de paiement .....	13
10.4 – Modalités de règlement .....	13
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE .....	14
11.1 – Information et conseil .....	14
11.2 – Confidentialité .....	14
11.3 – Déclarations .....	14
ARTICLE 12 - OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS .....	14
12.1 – Installation et mise en ordre de marche par site (hors options).....	14
12.2 – Vérification d’aptitude (VA) par site .....	15
ARTICLE 13 – GARANTIE .....	16
ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ .....	16
ARTICLE 15 – ASSURANCES .....	17
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE.....	17
16.1 – Résiliation sans faute.....	17
16.2 – Résiliation pour faute .....	17
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFERENTS .....	17

# M 5% 觀 3M ? 翽 鶯 翽 翽 翽 翽 ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

## 1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la formation de prise en main de deux matériels d'extraction automatique de liant permettant de déterminer la teneur en liant à partir des mélanges bitumineux conformément à la norme NF EN 12697-1 ou équivalent et leur garantie.

Le matériel proposé par le soumissionnaire doit avoir une certification CE et doit être raccordable et parfaitement compatible avec le système actuel de refroidisseur existant sur le site d'Autun. Par ailleurs, pour le site d'Aix en Provence, le matériel devra être raccordable et parfaitement compatible avec le refroidisseur fourni dans le cadre de l'option n°4.

## 1.2 – Décomposition en lots et tranches

Les prestations sont réparties en 2 lots géographiques désignés ci-dessous :

Lot 1 : extracteur de liant sur le site du Cerema Aix

Lot 2 : extracteur de liant sur le site du Cerema Autun

Les prestations de chacun des deux lots sont divisées en tranches définies comme suit :

### => Tranche ferme comprenant :

- La fourniture, la livraison et l'installation d'un matériel d'extraction automatique de liant permettant de déterminer la teneur en liant à partir des mélanges bitumineux conformément à la norme NF EN 12697-1 ou équivalent.
- La formation de prise en main du système et de son logiciel d'une durée minimale de 1 journée pour un maximum de 6 personnes sur chaque site.
- La garantie d'une durée minimale d'un an.

### => Tranche optionnelle n°1 : Tambour de lavage Inox et couvercle associé

### => Tranche optionnelle n°2 : Godet Inox

=> Tranche optionnelle n°3 : Changement uniquement de la maille pour 1 tambour déjà existant (tamis 63 µ + joint)

=> Tranche optionnelle n°4 : Un refroidisseur compatible avec le matériel fourni dans le cadre du présent marché

### => Tranche optionnelle n°5 : Feuille pour godet

=> Tranche optionnelle n°6 : Maintenance et vérification métrologique de l'ensemble du système de mesure après installation sur site.

La réponse aux options 1 à 5 est obligatoire et l'affermissement de ces tranches est subordonné à une décision de l'acheteur qui peut intervenir durant toute la durée du marché. Elles seront levées une ou plusieurs fois en fonction des besoins.

L'option n°6 est facultative et pourra être affermie au plus tard le dernier jour de la garantie.

Lorsque les tranches optionnelles sont affermies avec retard ou ne sont pas affermies, aucune indemnité n'est due au titulaire. Le cas échéant, les options pourront ne jamais être levées. Les variantes ne sont pas autorisées.

### **1.3 – Procédure et forme du marché**

La consultation est une procédure adaptée conclue conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché de fournitures, conclu à prix global et forfaitaire.

### **1.4 – Spécifications techniques**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) à l'article 5 ci-après.

### **1.5 – Clause sociale**

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions en favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc..) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

### **1.6 – Clause environnementale**

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire est ainsi invité au maximum dans le cadre de ses déplacements liés à l'exécution de ce marché à privilégier les transports neutre en carbone.

Le matériel devra dans la mesure du possible être livré avec un minimum d'emballage, ou dans des emballages recyclables ou réutilisables.

De plus, conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché sur simple demande du CEREMA.

## **ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au dernier jour de garantie ou jusqu'à l'admission des prestations des options levées si leur admission est postérieure.

L'option 6 a une durée de 1 an renouvelable trois fois 12 mois à compter du lendemain du dernier jour de la garantie. La reconduction est tacite et les titulaires ne pourront pas s'y

opposer. Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire, il notifie aux titulaires sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois avant la fin de la période de validité de la période en cours d'exécution.

### **ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) par lot et son annexe :  
Annexe n°1 financière : DPGF ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses 2 annexes :  
Annexe n°1 : Protocole de sécurité des livraisons sur le site d'Aix en Provence ;  
Annexe n°2 : Protocole de sécurité des livraisons sur le site d'Autun ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes françaises homologuées et les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux ;
- Le mémoire méthodologique du titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

### **ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION**

Le délai d'exécution maximum du marché est de six mois à compter de la notification. Ce délai d'exécution inclut l'approvisionnement, la livraison ainsi que la mise en service et la formation. Ce délai sera recalé en fonction du calendrier remis par le titulaire dans son offre.

La livraison des matériels (hors option) devra intervenir dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification.

Le titulaire remettra au moment de son offre un calendrier sur l'exécution du présent marché dans le cadre duquel il s'engagera sur les délais précités. Le calendrier remis au moment de l'offre deviendra contractuel.

Les matériels des options 1 à 5 devront être livrés dans un délai de 7 jours ouvrés à compter du courrier de lever des options.

### **ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MATERIELS**

Pour les lots 1 et 2, les prestations proposées devront répondre aux caractéristiques techniques demandées et à la **norme NF EN 12697-1 ou équivalent** :

### **5.1 – Exigences techniques obligatoires sur le matériel d'essai**

Chaque matériel doit ainsi être en capacité de séparer automatiquement le liant et la fraction minérale d'un enrobé bitumineux.

La détermination de la teneur en liant soluble d'échantillons de matériaux enrobés sera opérée manuellement après récupération des différents constituants mis à disposition dans l'appareil.

Pour cela, à l'issue des opérations d'extraction du liant, les granulats auront été lavés et séchés, les fines supérieures à 0,063 mm auront été isolées et séchées et l'ensemble ainsi que le liant extrait seront rendus disponibles à l'utilisateur.

Les enrobés bitumineux soumis à extraction seront des matériaux bitumineux essentiellement anhydres avec bitume pur ou modifié ou liant de synthèse. L'appareil devra pouvoir également traiter les enrobés contenant des fibres (type matériaux bitumineux coulés à froid). L'opération d'extraction du liant sera pilotée automatiquement.

L'interface (logiciel interne) de pilotage sera en français et devra être intuitive. Le paramétrage du nombre de séquences de lavage et de séchage devra être possible directement depuis le pupitre ou écran. Le cycle d'extraction et le contrôle du bon fonctionnement de l'extracteur devront pouvoir être affichés en temps réel sur le pupitre ou écran. Les programmes prédéfinis dans l'appareil permettront d'adapter le nombre de cycles de lavage au type de granulats (roches massives, silico calcaires, calcaires), au liant (pur ou modifié) au type de mélange bitumineux (module de richesse cible), à la présence éventuelle de fibres et au solvant utilisé, le nombre de cycles de lavage/séchage pourra être ajusté par l'utilisateur.

L'appareil d'extraction automatique sera alimenté en Perchloroéthylène. Les réservoirs contenant le solvant propre ou le solvant souillé devront pouvoir être raccordés au dispositif de remplissage/vidange existant Safe-Tainer afin de limiter les opérations de manutention du solvant. Le raccordement au système s'opère au moyen de raccords ½.

Les composants susceptibles d'entrer en contact avec le solvant devront être conçus pour y résister.

Le matériel devra satisfaire aux exigences de sécurité élémentaires (dispositif d'arrêt d'urgence, hermétiques, et ne pas avoir un bruit de fonctionnement supérieur aux tolérances de la réglementation).

Le lavage manuel des éléments en contact avec le solvant devra être limité autant que faire se peut afin de réduire les risques d'exposition aux produits chimiques. La manutention manuelle des éléments souillés par le solvant devra être limitée au strict minimum, afin de limiter l'exposition au solvant et résidus.

L'extracteur devra :

- Soit pouvoir être installé dans la hotte aspirante dédiée existante sur les deux sites. Dans ce cas, il devra satisfaire aux contraintes dimensionnelles de son futur emplacement réservé sous la hotte aspirante. Dimensions maximales du châssis :
  - Largeur : 140 cm
  - Profondeur : 80 cm
  - Hauteur 180 cm

- Soit disposer d'un système d'aspiration intégré ou équivalent. Dans ce cas, le candidat devra préciser les performances de ce système et notamment l'impact en termes d'hygiène et sécurité.

Le matériel pourra être déplacé aisément sans recours à des moyens de levage, il sera idéalement équipé de roulettes pivotantes (avec système de freinage par pédale) fixées sur le châssis pour faciliter la maintenance. Le matériel devra pouvoir fonctionner sur l'installation électrique existante des agents d'Autun et Aix-en-Provence : un courant alternatif triphasé (400 volts maxi - 50Hz -16A) ou monophasé 230V.

L'extracteur sera également combiné avec le refroidisseur d'eau existant sur le site d'Autun (lot 2) : Modèle ETSCHIED AQUACOLLY IK-V5.

Pour le site d'Aix (lot 1), il n'y a pas de refroidisseur existant, toutefois le refroidisseur proposé dans le cadre de la tranche optionnelle n°4 devra être compatible avec le matériel fourni.

## **5.2 – Options 6 : Exigences techniques sur la métrologie et la maintenance**

Pour les lots 1 et 2, un contrat de maintenance annuel et vérification métrologique sera remis dans l'offre. Ce contrat inclut à minima une visite annuelle par matériel incluant :

- Maintenance préventive du matériel
- Étalonnage de la centrifugeuse avec tachymètre raccordé Cofrac - fourniture des dossiers de raccordement des appareils de mesure au système SI (Cofrac ou équivalent). La première métrologie n'est pas référentielle, les suivantes seront effectuées lors des maintenances préventives
- Mesure de la vitesse d'accélération de la centrifugation
- Certificat de conformité des tamis (contrôle métrologique des mailles)

A la fin de chacune de ces visites, le titulaire remettra un procès-verbal d'intervention et un certificat d'étalonnage dans un délai de 15 jours à compter de sa visite.

Une étiquette de contrôle périodique sera apposée sur une face visible de l'équipement.

En cas de dérive métrologique lors de l'étalonnage, le titulaire devra procéder à la remise en état du matériel et à la réalisation d'un nouvel étalonnage.

- Une maintenance incluant notamment la mise à disposition d'une hot line de 8h à 17h du lundi au vendredi.

Le titulaire garantit la personne publique en prévention des dysfonctionnements ou pannes des matériels. Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les interventions s'effectuent de 8h à 17h du lundi au vendredi, après prise de rendez-vous, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 13 du présent document au titre de la garantie.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION**

**M**  □ 5% 觀 □ □ □ 3M ? 翹 觜 □ □ □ o // 翹 6.1 –  
**Responsable chargé du suivi pour le Cerema**



Le suivi administratif est assuré par le pôle matériels de la DTecITM en lien avec les agences d'Autun et Aix-en-Provence.

Les interlocuteurs techniques pour le Cerema seront désignés à la notification du marché.

### **6.2 – Responsable désigné par le titulaire**

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire au représentant du Cerema par lot. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

### **6.3 - Livraison**

La livraison devra être réalisée dans le délai contractuel prévu par le calendrier remis par le titulaire dans son offre et au plus tard dans le délai tel que fixé à l'article 4 du présent CCP.

La livraison devra être effectuée sur les sites aux adresses mentionnées ci-dessous :

**Lot 1 : Site d' Aix-en-Provence :**

**Cerema Méditerranée  
Pôle d'activités Les Milles  
Avenue Albert Einstein, 13 593 Aix en Provence  
Tel : 04 42 24 76 76**

**Lot 2 : Site d'Autun :**

**Cerema Centre-Est  
Agence d'Autun  
Boulevard Giberstein, 71405 Autun  
Tel : 03 85 86 67 67**

La date de livraison sera établie d'un commun accord entre le Cerema et le titulaire. La livraison du matériel devra être effectuée franco de port et d'emballage sur le site tel qu'indiqué au présent CCP. Les livraisons auront lieu du lundi au vendredi de 09h à 12h et de 14h à 17h. Les matériels livrés doivent être accompagnés d'un bon de livraison émanant de l'entreprise titulaire.

Le titulaire signalera sept jours ouvrables à l'avance, la date et l'heure de sa livraison pour permettre au responsable de recevoir les équipements. Il se présentera dès son arrivée, au service de sécurité de l'établissement et se conformera aux consignes qui lui seront données. Les cheminements et zones de stockage seront indiqués au titulaire en temps utile. Le titulaire devra respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par la personne publique. Le titulaire devra s'assurer pour le choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement. Le titulaire est responsable lors des livraisons des dommages éventuellement causés par son personnel aux installations du Cerema. Le titulaire assurera l'acheminement du matériel depuis le moyen de livraison jusqu'à sur son lieu d'installation dans les locaux du Cerema.

Pour chacun des sites (Aix en Provence et Autun), un document « protocole de sécurité » formalisé fourni en Annexe n°1 et n°2 du présent CCP sera à renseigner.

#### **6.4 – Qualité de l'équipement**

Les équipements livrés doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Le Cerema attire l'attention sur l'obligation de fournir un équipement, neuf et non reconditionné.

#### **6.5 – Emballage**

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG/FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

#### **6.6 – Remise en état des lieux**

Le titulaire intervient dans des locaux achevés, il doit par conséquent prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection desdits locaux. Il est responsable de toutes dégradations commises de son fait et survenues pendant la durée de son intervention.

A l'issue de son intervention, le titulaire doit la remise en état des lieux.

#### **6.7 – Transfert de compétences**

Le titulaire doit par ses conseils techniques, le concours temporaire de son personnel ainsi que par la communication de tous procédés de travail et de savoir-faire qui pourraient être utilisés par lui dans l'exécution de ses prestations, aider les agents du Cerema dans l'optimisation de l'exploitation du matériel.

A cette fin, le titulaire devra fournir, en français, l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel et logiciel objet du marché pour chaque matériel.

Une formation à l'utilisation et l'entretien des matériels et logiciels sera dispensée par le titulaire sur chaque site de livraison. Celle-ci est décrite à l'article 1.2 du CCP. Les modalités de leur déroulement et leur contenu sont décrites par le titulaire dans son offre.

### **ARTICLE 7 - PENALITÉS**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais de mise en ordre de marche et des délais de livraison des options, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard ne pouvant excéder les 30% du montant du marché.

Ces pénalités seront calculées par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$  ;

dans laquelle :

P = le montant HT de la pénalité ;

V = la valeur HT des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = le nombre de jours de retard.

Dans le cadre de l'indisponibilité d'un matériel et en cas de non remplacement d'un appareil équivalent dépassant la durée de 15 jours calendaires, le titulaire encourt sans mise en

demeure préalable une pénalité de 500 € HT par jour ouvré de retard plafonné à hauteur de 20 000€ HT.

## **ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ**

### **8.1 – Nature du prix**

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement et dans son annexe financière.

### **8.2 – Contenu des prix**

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport et sujétions du titulaire y compris les déplacements. Les prix comprennent également les allers et retours des matériels entre le Cerema et le titulaire en cas de réparation nécessaire chez ce dernier (option incluse).

Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

### **8.3 – Actualisation des prix de la tranche ferme et des tranches optionnelles 1 à 5**

Les prix sont fermes et actualisables.

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : CPF 33.20-Installation de machines et d'équipements industriels – FBOD 332000

Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée au RC et la notification du marché ainsi que la levée des options selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I-3 / I_0)$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé

P<sub>0</sub> est le prix initial du marché ou de l'option

I<sub>0</sub> = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

I = Valeur de l'index de référence I prise au mois de notification moins 3 mois

### **8.4 – Révision des prix de la tranche optionnelle 6**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné en page de garde du Règlement de consultation. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Pour les prestations de maintenance préventive et corrective ainsi que la métrologie, les prix seront révisibles annuellement à date fixe, la première révision ayant lieu à la date de démarrage de la tranche optionnelle.

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,30 + 0,70 (I_{CHT-IME} / I_{CHT-IME0})]$$

Dans laquelle :

P et P0 sont respectivement les prix révisés et les prix de base fixés dans l'acte d'engagement  
ICHT-IME = La valeur de l'indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Électriques, indice du mois n-3 du mois d'application de la révision du marché.  
ICHT-IME0 = la valeur de l'indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Électriques du mois de la remise de l'offre.

Le titulaire transmet les prix actualisés et les prix révisés avec la valeur des indices au mois « zéro » et à la date de la révision au Centre Financier Mutualisé (CFM) de LILLE :

**[cfml.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr](mailto:cfml.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr)**

En l'absence de transmission des prix actualisée ou révisés, le CFM est susceptible de procéder à la révision des prix.

## **ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ**

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission des prestations. Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des équipements fournis au titre du marché.

## **ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1 – Avance**

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles.

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

Le montant de l'avance est de 30 % du montant du marché. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

### **10.2 – Acomptes - solde**

Pour les lots 1 et 2, le titulaire sera réglé, pour chaque matériel, en deux fois (hors option), un premier acompte correspondant à 60% du prix global et forfaitaire à la mise en ordre de marche. Le solde à l'admission des prestations.

Les options 1 à 5 seront réglées en une fois à l'admission des prestations.

S'agissant de l'option 6 : La métrologie et la maintenance seront réglées chaque année en une fois pour chaque lot à l'admission des prestations de chaque site.

Les différents paiements s'effectuent par dérogation aux conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le Cerema.

Si le titulaire accepte de percevoir une avance, elle sera déduite des facturations d'acompte et/ou du solde.

### **10.3 – Demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent - a minima - outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de facture ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de siret ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise ;
- Le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G-FCS ;
- La somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le taux de la tva légalement applicable et montant total de la TVA correspondant ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- L'adresse de livraison ;
- Le Siret du Cerema 13001831000131 ;
- Les références bancaires et moyens de règlement acceptés.

**Toutes les factures sont à adresser à l'agent comptable de l'acheteur mentionné à l'acte d'engagement.**

**Toutes les entreprises doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

**Il convient de noter que l'absence du SIRET, du numéro de marché et du service exécutant chorus pro provoqueront le rejet de la facture.**

**Le délai de paiement prendra effet à compter de la date de transmission au Cerema dont vous serez informés directement par la plateforme.**

**Les frais de facturation ne sont pas admis.**

### **10.4 – Modalités de règlement**

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. L'acheteur règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au

premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la direction indiquée dans le bon de commande.

## **ARTICLE 11 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE**

### **11.1 – Information et conseil**

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCP.

### **11.2 – Confidentialité**

Le titulaire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité des informations et documents dont il a connaissance aux fins de l'exécution des prestations et dont il ne rend compte qu'aux personnes habilitées.

### **11.3 – Déclarations**

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

## **ARTICLE 12 - OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS**

### **12.1 – Installation et mise en ordre de marche par site (hors options)**

La mise en ordre de marche constituera un préalable aux opérations de vérifications.

L'installation et la mise en ordre de marche sera effectuée par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, à une date fixée d'un commun accord avec le Cerema dans le délai fixé au mémoire méthodologique.

L'installation et la mise en ordre de marche seront notifiées par le titulaire, par courrier électronique, à la personne publique, qui en accusera réception.

L'intervention d'un technicien agréé sur chaque site est nécessaire pour la mise en ordre de marche et devra respecter les protocoles de sécurité afférents à chaque lot (annexe 1 et 2 du présent CCP). La vérification métrologique du matériel à la charge du titulaire et prévue dans le présent marché sera effectuée préalablement à cette MOM suite à l'installation du matériel sur site. Un plan de prévention est à établir par le candidat en lien avec le Cerema pour l'installation et la mise en ordre de marche du matériel.

Seront contrôlés :

- Raccordement réseaux :
  - dispositif d'alimentation/récupération solvant
  - circuit de refroidissement
  - eau
  - électrique
- Paramètres de la machine (par exemple Température),
- Vérification des organes
- Tests de la qualité du solvant
- Essai à vide
- Transmission des consignes, rappel des routines lors de l'extraction en temps réel.

La formation de prise en main du système et de son logiciel aura lieu au moment de la mise en ordre de marche.

A l'issue sera diffusé un rapport d'intervention et d'étalonnage avec certificats remis à l'issue de la mise en service.

### **12.2 – Vérification d'aptitude (VA) par site**

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que l'équipement livré sera capable de fournir un niveau de qualité de service suffisant dans diverses conditions d'exploitation, ceci conformément aux spécifications fonctionnelles applicables et prescriptions techniques telles que décrites à l'article 5 du CCP.

Au cours de cette VA, il sera notamment procédé à un essai d'extraction avec le matériel livré dans un délai de 3 mois maximum à compter de la mise en ordre de marche.

Le délai imparti à la personne publique pour procéder à la vérification d'aptitude est de 3 mois maximum à partir de la notification de la mise en ordre de marche.

À l'issue de ce délai, la personne représentant le pouvoir adjudicateur dispose de 2 semaines maximum pour prononcer sa décision. À défaut de décision expresse la vérification d'aptitude est réputée prononcée.

Si la vérification d'aptitude est positive, la personne publique rédige un procès-verbal de vérification d'aptitude. Ce procès-verbal vaut admission des prestations.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne représentant le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le délai dont dispose le titulaire pour procéder à une nouvelle livraison est fixé dans la décision.

L'admission du matériel entraîne transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie.

### **ARTICLE 13 – GARANTIE**

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les équipements des deux sites sont garantis pièces, main d'œuvre et déplacement. La garantie est de 1 an minimum. Le point de départ est la date d'admission. Si la garantie constructeur est supérieure, elle s'appliquera.

Cette garantie couvre la totalité des prestations et inclut toutes les réparations nécessaires, voire le remplacement de certains éléments faisant partie intégrante du système ainsi que les opérations qui y sont liées, pour remédier aux éventuels défauts constatés.

La garantie comprend également les interventions demandées par la personne publique en cas de fonctionnement défectueux.

En cas de dysfonctionnement, le délai de prise en compte court de la saisine du titulaire par la personne publique jusqu'à l'établissement du diagnostic de panne soit : 72 heures maximum du lundi au vendredi de 9h à 17h. Dans le cas où l'indisponibilité de l'appareillage serait supérieure à 15 jours, le fournisseur mettra à disposition un appareillage de remplacement strictement équivalent.

En cas de non-respect des délais, les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCP pourront être appliquées.

Le titulaire a à sa charge, le retrait et le transport aller et retour des équipements réparés ou remplacés.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

Dans le cadre de la garantie, le titulaire doit également inclure une prestation de métrologie et de maintenance telle que prévue à l'article 5.2 du présent CCP.

### **ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ**

Les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement ainsi que les opérations de transport depuis le départ de l'usine jusqu'au lieu de livraison relèvent de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique, de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.



Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

## **ARTICLE 15 – ASSURANCES**

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHÉ**

### **16.1 – Résiliation sans faute**

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

### **16.2 – Résiliation pour faute**

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS, notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

## **ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFERENTS**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif du lieu de livraison.

Conformément à l'article 46 du CCAG FCS, le différend devra être préalablement réglé à l'amiable auprès du Comité Consultatif National du règlement amiable.

## ANNEXE 1 : Protocole de sécurité des livraisons sur le site d'Aix en Provence

<b style="color: red;">CEREMA</b> Direction territoriale Méditerranée	<b>PROTOCOLE DE SECURITE</b> Opérations de chargement ou de déchargement <small>Articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail</small>	Version 1 – avril 2025	Page 1
---	--	------------------------	--------

**Nature de l'opération**

☐ Préalablement identifiée par le Service    
 ☐ Non identifiée préalablement par le Service (document à renseigner par le réceptionnaire ou l'expéditeur)

☒ Chargement    
 ☐ Déchargement    
 ☒ Opération ponctuelle    
 ☒ Opération répétitive

Document associé:    
 ☐ Plan de prévention de coactivité .....    
 ☐ Autre.....

Entreprise	Entreprise d'accueil (E.A.) : <b>DTerNC</b>	Entreprise de transport (E.T.)
Raison sociale	Direction territoriale Méditerranée	
Adresse	30 avenue Albert Einstein 13290 Aix-en-Provence	
Tél. / Fax		
Représentée par		
Prénom Nom / fonction		

**Conditionnement** (Informations fournies par l'EA ou l'ET)

<input checked="" type="checkbox"/> Colis	<input checked="" type="checkbox"/> Sac	<input type="checkbox"/> Bidon	<input type="checkbox"/> Fût	<input type="checkbox"/> Bac / Roller	<input type="checkbox"/> Container	<input type="checkbox"/> Benne	<input type="checkbox"/> Sur palette	<input type="checkbox"/> En vrac	<input type="checkbox"/> Poignées	<input type="checkbox"/> Ancrage
---	---	--------------------------------	------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------	--------------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	----------------------------------

**Nature** (Informations fournies par l'EA ou l'ET)

<input checked="" type="checkbox"/> Papier / Carton <input type="checkbox"/> Carburants <input type="checkbox"/> Solvants <input type="checkbox"/> Huiles <input type="checkbox"/> Mobilier de bureau / industriel <input type="checkbox"/> Fournitures industrielles <input type="checkbox"/> Matières dangereuses	<input type="checkbox"/> Matériaux BTP <input type="checkbox"/> Déchets industriels banals (DIB) <input type="checkbox"/> Déchets industriels dangereux (DID) <input type="checkbox"/> Autre(s).....
---	---

Poids (maxi) (Informations fournies par l'EA ou l'ET)	
Poids à l'unité	.....
Poids au total	.....

**Produits présentant un danger** (Informations fournies par l'EA ou l'ET)

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d'explosion	d'incendie	de gaz sous pression	de corrosion	de toxicité aiguë	cancérogène, mutagène, reprotoxique	d'empoisonnement d'irritation, d'allergie	de pollution	aucun

Autres risques prévisibles	Moyens et mesures de prévention
.....	.....
.....	.....
.....	.....

**Caractéristique du lieu de livraison ou d'enlèvement** (Informations fournies par l'entreprise d'accueil) : **DTerNC**

Nom du responsable désigné (sur lieu de livraison ou de prise en charge) : ..... Tél. : .....

Adresse de livraison ou de prise en charge : .....

Horaires d'ouverture pour les opérations : de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00    
 ☐ de ..... à ..... et de ..... à .....

<b>CEREMA</b> Direction territoriale Méditerranée	<b>PROTOCOLE DE SECURITE</b> Opérations de chargement ou de déchargement Articles R. 4516-1 à R. 4516-11 du Code du travail	Version 1 – avril 2025	Page 2
		Transmettre préalablement le projet de protocole à l'entreprise extérieurement	

#### Caractéristiques du véhicule (Informations fournies par l'Entreprise de Transport)

	<input type="checkbox"/> V.L. ou camionnette		<input type="checkbox"/> Véhicule-citerne
	<input type="checkbox"/> P.L. sans remorque		<input type="checkbox"/> Véhicule porte-conteneurs
	<input type="checkbox"/> P.L. articulé ou avec remorque		<input type="checkbox"/> Véhicule avec benne amovible
	<input type="checkbox"/> Véhicule plateau	Autre(s).....	

#### Aménagement(s) et équipement(s) du véhicule (Informations fournies par l'Entreprise de Transport)

	<input type="checkbox"/> Hayon élévateur		<input type="checkbox"/> Transpalette		<input type="checkbox"/> Chariot élévateur		<input type="checkbox"/> Grue auxiliaire	Autres : .....
--	--	--	---------------------------------------	--	--	--	--	----------------

#### Moyen(s) disponible(s) pour le chargement ou le déchargement (Informations fournies par l'Entreprise d'Accueil) : **DTerNC**

	<input type="checkbox"/> Quai simple		<input type="checkbox"/> Rampe fixe		<input type="checkbox"/> Transpalette		<input type="checkbox"/> Chariot élévateur		<input type="checkbox"/> Chargeur		<input type="checkbox"/> Grue		<input type="checkbox"/> Portique	Autres : .....	<input type="checkbox"/> Aucun
--	--------------------------------------	--	-------------------------------------	--	---------------------------------------	--	--	--	-----------------------------------	--	-------------------------------	--	-----------------------------------	----------------	--------------------------------

#### Document(s) remis au fournisseur (pour l'Entreprise de Transport) <sup>(1)</sup> :

Procédure en cas d'accident :	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Plan du lieu de livraison ou de prise en charge (sens de circulation, zone d'attente) :	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Consignes de sécurité (notamment règles de circulation, modalités d'accès au lieu de l'opération) :	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

(1) A établir et à joindre par le responsable de l'opération lors de la commande

**Procédure d'urgence (à partir d'un téléphone portable et/ou fixe)**

<b>Équipements de Protection Individuelle</b>		<input type="checkbox"/> Vêtement de travail		<input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité		<input type="checkbox"/> Gants de protection		<input type="checkbox"/> Casque de sécurité		<input type="checkbox"/> Lunettes de protection		<input type="checkbox"/> Masque respiratoire		<input type="checkbox"/> Protections auditives
---	--	--	--	---	--	--	--	---	--	---	--	--	--	--

#### Consignes générales à respecter

	Se conformer aux consignes données à l'accueil			Respecter le code de la route et la signalisation		Respecter la zone de déchargement et chargement
--	--	--	--	---	--	---

#### Dispositions générales

Les entreprises co-signataires s'engagent à respecter la réglementation en vigueur, notamment :

- Respecter les prescriptions du présent protocole ainsi que celles figurant dans les documents remis au fournisseur ;
- Tenir le présent protocole de sécurité à jour en fonction des modifications qui pourraient intervenir ;
- Transmettre toutes les informations nécessaires au bon déroulement de l'opération à tout nouveau chauffeur amené à pénétrer sur le site.

<b>Le responsable du site ou son représentant (EA) : <b>DTerNC</b></b>	<b>Le transporteur ou son représentant (ET)</b>
Nom - prénom : .....	Nom - prénom : .....
Fonction : .....	Fonction : .....
Tél : .....	Tél : .....
Date et signature : .....	Date et signature : .....

## ANNEXE 2 : Protocole de sécurité des livraisons sur le site d'Autun

<b style="color: red;">CEREMA</b> Direction territoriale Centre-Est	<b>PROTOCOLE DE SECURITE</b> Opérations de chargement ou de déchargement <small>Articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail</small>	Version 1 – avril 2025	Page 1
Transmettre préalablement le projet de protocole à l'entreprise extérieure			

  

<b>Nature de l'opération</b>	
<input type="checkbox"/> Préalablement identifiée par le Service <input type="checkbox"/> Non identifiée préalablement par le Service (document à renseigner par le réceptionnaire ou l'expéditeur)	
<input checked="" type="checkbox"/>     Chargement <input checked="" type="checkbox"/>   x Déchargement <input checked="" type="checkbox"/> x Opération ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>   Opération répétitive	
Document associé: <input type="checkbox"/> Plan de prévention de coactivité ..... <input type="checkbox"/> Autre.....	

  

<b>Entreprise</b>	<b>Entreprise d'accueil (E.A.) : Dter CE - Autun</b>	<b>Entreprise de transport (E.T.)</b>
Raison sociale	Direction territoriale Centre-Est Agence d'Autun	
Adresse	Bd Giberstein 71400 Autun	
Tél. / Fax		
Représentée par	Directeur de l'Agence d'Autun	
Prénom Nom / fonction	Emmanuel Gilles de la Londe	

  

<b>Conditionnement (Informations fournies par l'EA ou l'ET)</b>										
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Colis	Sac	Bidon	Fût	Bac / Roller	Container	Benne	Sur palette	En vrac	Poignées	Ancre

  

<b>Nature (Informations fournies par l'EA ou l'ET)</b>	
<div style="display: flex; flex-wrap: wrap;"> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Papier / Carton</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Carburants</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Solvants</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Huiles</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Mobilier de bureau / industriel</div> <div style="width: 50%;"><input checked="" type="checkbox"/> Fournitures industrielles</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Matières dangereuses </div> </div>	<div style="display: flex; flex-wrap: wrap;"> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Matériaux BTP</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Déchets industriels banals (DIB)</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Déchets industriels dangereux (DID)</div> <div style="width: 50%;">Autre(s).....</div> </div>
<b>Poids (maxi) (Informations fournies par l'EA ou l'ET)</b>	
Poids à l'unité .....	
Poids au total .....	

  

<b>Produits présentant un danger (Informations fournies par l'EA ou l'ET)</b>									
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	aucun
d'explosion	d'incendie	de gaz sous pression	de corrosion	de toxicité aiguë	cancérogène, mutagène, reprotoxique	d'empoisonnement d'irritation, d'allergie	de pollution		

  

<b>Autres risques prévisibles</b>	<b>Moyens et mesures de prévention</b>

  

<b>Caractéristique du lieu de livraison ou d'enlèvement (Informations fournies par l'entreprise d'accueil) : Dter CE Autun</b>	
	Nom du responsable désigné (sur lieu de livraison ou de prise en charge) : .....Cyril Vaneph..... Tél. : 07 64 39 48 77
	Adresse de livraison ou de prise en charge: ...Bd Giberstein 71400 Autun.....
	Horaires d'ouverture pour les opérations : <input type="checkbox"/> de 7h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 <input type="checkbox"/> de ..... à ..... et de ..... à .....

<b>CEREMA</b> Direction territoriale Centre-Est	<b>PROTOCOLE DE SECURITE</b> Opérations de chargement ou de déchargement Articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail	Version 1 – avril 2025	Page 2
		Transmettre préalablement le projet de protocole à l'entreprise extérieure	

Caractéristiques du véhicule (Informations fournies par l'Entreprise de Transport)			
<input type="checkbox"/> V.L. ou camionnette <input type="checkbox"/> P.L. sans remorque <input type="checkbox"/> P.L. articulé ou avec remorque <input type="checkbox"/> Véhicule plateau	<input type="checkbox"/> Véhicule-citerne <input type="checkbox"/> Véhicule porte-conteneurs <input type="checkbox"/> Véhicule avec benne amovible <input type="checkbox"/> Autre(s) : .....		

Aménagement(s) et équipement(s) du véhicule (Informations fournies par l'Entreprise de Transport)				
<input type="checkbox"/> Hayon élévateur <input type="checkbox"/> Transpalette <input type="checkbox"/> Chariot élévateur <input type="checkbox"/> Grue auxiliaire	<input type="checkbox"/> Autres : ..... ..... .....			

Moyen(s) disponible(s) pour le chargement ou le déchargement (Informations fournies par l'Entreprise d'Accueil) : Dter CE								
<input type="checkbox"/> Quai simple <input type="checkbox"/> Rampe fixe <input type="checkbox"/> Transpalette <input type="checkbox"/> Chariot élévateur <input type="checkbox"/> Chargeur <input type="checkbox"/> Grue <input type="checkbox"/> Portique	<input type="checkbox"/> Autres : ..... ..... .....	<input type="checkbox"/> Aucun						

Document(s) remis au fournisseur (pour l'Entreprise de Transport) <sup>(1)</sup> :		
Procédure en cas d'accident : suivre la procédure d'urgence	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Plan du lieu de livraison ou de prise en charge (sens de circulation, zone d'attente,...) :	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Consignes de sécurité (notamment règles de circulation, modalités d'accès au lieu de l'opération,...) :	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON

(1) A établir et à joindre par le responsable de l'opération lors de la commande

Procédure d'urgence (à partir d'un téléphone portable et/ou fixe)		
		Zone européenne

Équipements de Protection Individuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Vêtement de travail <input checked="" type="checkbox"/> Chaussures de sécurité <input type="checkbox"/> Gants de protection <input type="checkbox"/> Casque de sécurité <input type="checkbox"/> Lunettes de protection <input type="checkbox"/> Masque respiratoire <input type="checkbox"/> Protections auditives
--	---

Consignes générales à respecter		
Se conformer aux consignes données à l'accueil	Respecter le code de la route et la signalisation	Respecter la zone de déchargement et chargement

Dispositions générales	
Les entreprises co-signataires s'engagent à respecter la réglementation en vigueur, notamment : - Respecter les prescriptions du présent protocole ainsi que celles figurant dans les documents remis au fournisseur ; - Tenir le présent protocole de sécurité à jour en fonction des modifications qui pourraient intervenir ; - Transmettre toutes les informations nécessaires au bon déroulement de l'opération à tout nouveau chauffeur amené à pénétrer sur le site.	
Le responsable du site ou son représentant (EA) : Dter CE	Le transporteur ou son représentant (ET)
Nom - prénom : ..... Fonction : ..... Tél : ..... Date et signature : .....	Nom - prénom : ..... Fonction : ..... Tél : ..... Date et signature : .....